

Consiglio d'Europa, settembre 1995.

Legge Politi

1122/c

M. Jean-Claude PAYE, Secrétaire général de l'OCDE. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les parlementaires je voudrais avant tout remercier le Président pour ses aimables paroles d'accueil et féliciter M^{me} la rapporteuse pour la qualité du rapport élaboré sous sa direction.

Les pays de l'OCDE sont tous, à l'exception notable du Japon, engagés dans une phase de croissance économique. Commencée selon les pays depuis deux, trois, voire quatre ans, cette expansion semble devoir se poursuivre sans pression inflationniste significative. Pourtant, l'atmosphère n'est nulle part à l'euphorie et dans les pays de l'OCDE on envie les taux de croissance élevés que connaissent, notamment en Asie, beaucoup d'économies naguère sous-développées. C'est sur cette conjonction assez paradoxale d'une situation économique au total plutôt bonne et d'une ambiance plutôt morose que je voudrais aujourd'hui vous présenter quelques remarques, avant de broser à grands traits un bref tableau des activités de l'OCDE.

La situation économique de la plupart de nos pays est assez satisfaisante, beaucoup d'indicateurs le prouvent. Mais le Japon n'est pas encore vraiment sorti d'un marasme auquel les excès bancaires et financiers de la deuxième moitié des années 80 ont beaucoup contribué. La bulle financière artificiellement gonflée par la spéculation immobilière et par l'imprudence des banques est longue à résorber car l'on veut à juste titre écarter le risque d'un effondrement du système bancaire. L'appréciation du yen au cours des premiers mois de l'année, reflet de l'affaiblissement du dollar pendant cette période, a également affecté la confiance des agents économiques. On peut espérer que la

combinaison de taux d'intérêt historiquement bas, d'un nouveau et massif programme de relance budgétaire et de réformes structurelles plus vigoureuses, saura sortir l'économie japonaise de l'ornière où elle s'est quelque peu enlisée.

La bonne conjoncture qui prévaut dans le reste du monde y contribuera certainement. Les autres pays asiatiques connaissent, en effet, une croissance soutenue et ce, depuis plusieurs années pour la plupart d'entre eux.

L'Amérique du Sud fait également bonne figure

Quant aux pays de l'Est européen beaucoup sortent de la crise née du choc de la transition et ont, en 1994, renoué avec la croissance.

Pour leur part, les pays de l'OCDE affichent des performances, certes moins brillantes, mais honorables. En dépit de la quasi-stagnation japonaise et de la crise mexicaine, le taux de croissance pour la zone OCDE s'établit à presque 3 % pour 1994 et à 2,25 % pour l'année 1995 et l'on s'attend à 2,5 % en 1996, avec relativement peu de différences entre les pays. L'inflation semble actuellement à peu près partout maîtrisée et l'emploi est en hausse.

Pourtant, dans aucun de nos pays, l'atmosphère n'est particulièrement euphorique. Plusieurs causes se combinent dans des proportions qui varient selon les pays, pour alimenter cette relative morosité. Certaines de ces causes sont politiques. Sur le plan international, la fin de la guerre froide n'a pas tout réglé et l'on s'inquiète des conflits locaux et de la difficulté que la communauté des nations éprouve à les prévenir et à les régler. Sur le plan national, les systèmes politiques, les partis, les corps intermédiaires et les personnalités sont à des titres divers et de diverses manières remis en cause. C'est sans doute l'effet naturel d'une relève de générations. Mais cette relève se trouve coïncider avec d'autres changements profonds.

02-1122-C-FIN-4-SM

Du côté de l'économie, en effet, tout bouge et vite. Ce que l'on appelle la globalisation progresse à grands pas. Elle se fonde sur la puissante interaction entre d'une part, la concurrence, que nourrissent l'ouverture des frontières et la déréglementation et d'autre part, le progrès technique dont le rythme paraît, à tort ou à raison, s'accélérer.

Les effets de la globalisation sont multiformes. Je me bornerai à mentionner ceux auxquels l'opinion publique paraît le plus sensible.

Dans le domaine financier — et l'on vient d'en avoir une nouvelle illustration ces jours-ci — l'existence d'un marché global où les capitaux se meuvent en masse à la vitesse de la lumière, soumet à un jugement permanent et sans complaisance la crédibilité économique des pays, le sérieux de leurs politiques, l'efficacité de leurs entreprises et la qualité de leur main-d'œuvre. La sanction est brutale et l'opinion publique a souvent l'impression qu'elle est injuste. La vérité est sans doute que le thermomètre est excessivement sensible, mais que les sautes qu'il connaît sont rarement dépourvues de toute justification. Il n'empêche, l'opinion a le sentiment qu'un orage est à tout moment possible, d'où une impression d'insécurité.

Autre impression largement répandue, celle d'une insécurité de l'emploi où l'on a souvent tendance à voir l'une des conséquences de la globalisation de l'économie. Dans beaucoup de pays de l'OCDE, essentiellement en Europe continentale, le chômage se situe à des niveaux nettement plus élevés que lors des précédents cycles économiques. Dans

d'autres pays, notamment aux Etats-Unis, le taux de chômage est comparable à celui des précédents cycles, mais l'éventail des rémunérations s'est élargi, y compris vers le bas, et la stabilité dans l'emploi est perçue comme en déclin.

L'organisation de la société dans nos pays est très largement fondée sur l'emploi. Avoir un métier, avoir un emploi stable avec de bonnes perspectives de progression, est un élément fondamental du statut social, de la considération dont on jouit, de l'accès au logement, aux prêts des banques et à l'éducation. L'espoir pour chaque individu de faire son chemin dans la société et, pour chaque génération de mieux vivre que la précédente, était devenu une caractéristique des pays développés. Beaucoup ont aujourd'hui l'impression que cet espoir est remis en cause et que notre société est en régression.